

Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Labellisé en juillet 2012 en tant que projet de l'Union pour la Méditerranée, le projet qui vise à déterminer comment *Surmonter les défis liés à la gouvernance pour la mobilisation des financements pour le secteur de l'eau en Méditerranée* est un travail conjoint mené par le Global Water Partnership-Méditerranée (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). L'objectif principal de ce projet est d'analyser les principaux défis de gouvernance pour la mobilisation de financements à travers des partenariats public-privé (PPP) dans le secteur de l'eau en Méditerranée et d'appuyer le développement de plans d'action consensuels basés sur de meilleures pratiques internationales. Il comprend des activités nationales et régionales qui se dérouleront sur une période de trois ans (2013-2015), et se fondent sur la méthodologie de l'OCDE et des travaux antérieurs réalisés par le GWP-Med et l'OCDE en Egypte et au Liban.

Logique

En région méditerranéenne et en dépit de l'allocation de fonds publics et flux d'aide extérieure importants, les pays connaissent des difficultés et très souvent n'arrivent pas à répondre aux besoins financiers que les stratégies et les plans relatifs à l'eau exigent. La gouvernance défailante, la mauvaise gestion et le sous-financement minent la qualité et la durabilité du secteur de l'eau et de l'assainissement. En particulier, l'absence d'éléments de base pour une bonne gouvernance, y compris la capacité d'absorption aussi bien au niveau national que local, entrave l'utilisation efficace des fonds disponibles et la mobilisation de ressources financières et managériales supplémentaires, particulièrement du secteur privé.

D'autre part, la gouvernance défailante a été placée au cœur des débats par les mouvements de contestation récents appelant à des réformes profondes des cadres sociopolitiques. Bien que les implications de ces changements ne se soient pas encore matérialisées, il existe une demande forte pour un approvisionnement en eau plus efficace, une plus large participation des parties prenantes, des processus de planification et de mise en œuvre davantage ascendants et décentralisés et une politique et des processus de prise de décisions plus transparents et plus responsables. L'instabilité régionale récente a également fortement mis en exergue l'urgente nécessité de rétablir la confiance du public dans les institutions gouvernementales.

Activités prévues et résultats

Le projet a été conçu autour de deux composantes distinctes toutefois étroitement liées:

Une série d'études par pays, développées au travers des consultations nationales

• Au **niveau national**, un questionnaire sera développé et utilisé afin d'identifier les facteurs institutionnels et réglementaires inhibant le flux de ressources financières et les PPP. La recherche détaillée basée sur le questionnaire sera complétée par des dialogues politiques multipartites et ouvrira la voie à des recommandations et un plan d'action pour les réformes, en se basant sur les bonnes pratiques internationales.

Dialogues régionaux pour le partage d'expériences et la promotion de diffusion et la réplication de pratiques réussies

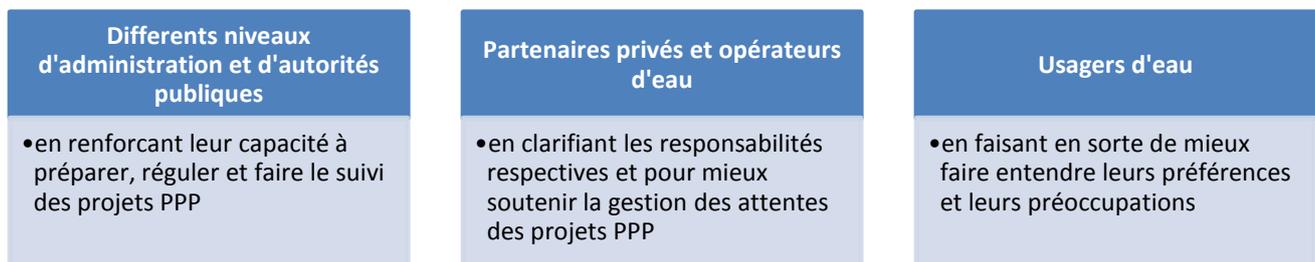
• Au **niveau régional**, le projet favorisera afin de mettre en commun les enseignements tirés de la mise en œuvre de politiques au travers des réunions régulières entre les pays de la Méditerranée et de l'OCDE et facilitera l'interface entre les décideurs politiques et les acteurs du secteur privé quant aux réformes en matière de gouvernance et visant à atteindre la durabilité financière dans le secteur d'eau. La mise en place d'une plateforme régionale potentielle relative à une telle interface sera également explorée.

Méthodologie

La méthodologie se fonde sur l'expérience de longue date de l'OCDE et du GWP-Med dans l'établissement de plateformes neutres pour la construction de consensus et le partage de bonnes pratiques entre un large éventail de parties prenantes. Le processus comprend des dialogues sur des politiques fondées sur des données probantes, au niveau national ainsi que régional, des missions d'enquête, des rapports analytiques, des entretiens bilatéraux et multilatéraux, des questionnaires, des études de cas et d'évaluations par les pairs. Le projet s'appuie sur le travail réalisé par le GWP-Med et l'OCDE en Egypte et au Liban. En outre, le travail mobilise de nombreux réseaux, comités et partenariats facilités par le GWP-Med et l'OCDE et capitalise sur la co-appropriation apportée par Secrétariat de l'UpM en appui aux projets labellisés.

Bénéficiaires

Le projet vise à construire un consensus et des capacités en matière de PPP auprès des autorités responsables dans les pays méditerranéens et à favoriser la consultation avec les partenaires privés et les usagers. Ainsi, on estime que les parties prenantes suivantes bénéficieront du projet:



Soutiens au projet

Il y a une forte demande de la part de pays pour ce travail. L'Albanie, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie ont soumis des lettres officielles de soutien (signées par le Ministre ou le Secrétaire Général) afin de rejoindre le projet et il est attendu que d'autres suivront.

Des partenariats stratégiques avec l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le programme Med Partnership du FEM et PNUE / PAM et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI) ont joué un rôle clé dans l'initiation de la mise en œuvre du projet.

Calendrier

Le projet sera officiellement lancé au cours d'une conférence régionale qui aura lieu les 28 et 29 Mai 2013 à Barcelone, Espagne, sous les auspices de l'Union pour la Méditerranée. Il sera mis en œuvre au cours des 3 prochaines années (2013-2015) à travers une interaction entre le travail technique au niveau national et de conférences régionales annuelles.

